

Questions orales

Ma dernière question s'adresse au vice-premier ministre, qui a l'air de vouloir participer d'une façon constructive.

Tous les premiers ministres à qui j'ai parlé m'ont dit quelque chose de bien différent de ce que le ministre des Finances a affirmé hier soir. Ils m'ont dit que ce dernier n'avait jamais discuté avec ses homologues provinciaux d'une proposition officielle de participation des provinces à la taxe sur les produits et services.

Le premier ministre a-t-il l'intention de déposer une telle proposition à la conférence des premiers ministres? Ou se contentera-t-il d'imposer une mesure qui fera du Canada le seul pays dans le monde à avoir 10 taxes de vente distinctes?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, si nous conservons la taxe de vente actuelle, nous serons le seul pays dans le monde à avoir une taxe sur les ventes des fabricants. Nous serons le seul pays dans le monde qui, à cause de son système fiscal, taxera délibérément les exportations davantage que les autres et. . .

M. Turner (Vancouver Quadra): Voyons, Mike.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je demande au chef de l'opposition de faire preuve d'un peu de patience. Si nous maintenions cette taxe, nous serions le seul pays à pénaliser ainsi nos exportations. Nous serions le seul pays à donner au reste du monde un avantage fiscal relativement. . .

Des voix: Nommez un seul premier ministre provincial.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je croyais pourtant avoir déjà répondu à cette question.

J'ai dit qu'il y avait un seul ministre des Finances provincial qui s'est toujours prononcé contre cette taxe. Les autres n'ont jamais dit qu'il ne fallait pas: a) modifier la taxe actuelle, tout comme ils n'ont pas dit b), que la proposition que nous leur avons présentée, à savoir la taxe de vente nationale dont la base structurelle est reprise dans la taxe sur les produits et services, n'était pas la voie à suivre.

Mais je me suis parfaitement rendu compte qu'ils n'étaient pas pressés de remplacer leur taxe de vente. C'est pourquoi nous avons décidé de donner suite à la taxe sur les produits et services, parce que nous sommes convaincus qu'elle est la véritable solution pour le Canada.

[Français]

LES FINANCES

M. Douglas Young (Gloucester): Monsieur le Président, le ministre des Finances n'est pas sans savoir qu'il y aura une conférence sur l'économie qui s'avère très importante, jeudi et vendredi de cette semaine. On connaît déjà les tensions qui entourent cette conférence.

La question que je veux poser au ministre des Finances est celle-ci: Étant donné l'importance de la conférence, et on sait déjà que toutes les provinces s'opposent à sa proposition sur la TPS, est-ce qu'il est prêt à contribuer à un dialogue sain et honorable avec ses collègues provinciaux en retirant sa proposition de TPS?

[Traduction]

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, j'ignore à quoi le député fait allusion. J'estime que notre taxe sur les produits et services est un excellent moyen d'améliorer la santé de notre économie. C'est pour cette raison que nous y tenons.

J'ai été très clair sur ce point. Si les premiers ministres ou les ministres des Finances appuyés par leurs premiers ministres peuvent s'entendre sur une proposition précise, nous sommes tout à fait disposés à en discuter avec eux.

A la rencontre des premiers ministres d'août et à celle des ministres des Finances d'octobre, ils n'ont même pas voulu envisager d'autres possibilités.

M. Young (Gloucester): Monsieur le Président, il est évident que le gouvernement entend aller de l'avant envers et contre tous. Je demanderais donc au ministre des Finances de préciser ce qu'il voulait dire hier, lorsque, en réponse à une question, il a déclaré qu'il n'y avait, à toutes fins utiles, en fait qu'une seule exception, les produits alimentaires de base.

Voici ma question. Le ministre est-il prêt à s'engager, au nom du gouvernement, à ne pas imposer de taxe sur les produits alimentaires de base et sur les maisons non neuves—parce qu'il y a quelques autres exceptions—lorsque la majorité conservatrice nous imposera la TPS contre la volonté des premiers ministres provinciaux et des Canadiens?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, cette question s'inscrit dans la même veine que toutes les questions posées depuis septembre dernier par le député et ses collègues.